



VAL-DE-MARNE
EN COMMUN
PCF ET CITOYEN.NES

© E. LEGRAND



Fatiha Aggoune

Présidente du groupe

**Nicolas Bescond, Pierre Garzon,
Christine Janodet, Lamya
Kirouani, Franck Mora,
Flore Munck, Sokona Niakhaté,
Évelyne Rabardel, Hocine
Tmimi, Ibrahima Traore.**

Rentrée scolaire sous haute tension dans le Val-de-Marne

Pénurie d'enseignant-es, fermetures de classes, inflation, covid-19... nous vivons la rentrée de tous les dangers. Le Val-de-Marne est particulièrement concerné par ces difficultés inédites.

Manifestations, pétitions, occupations d'écoles... Parents d'élèves, élu-es et enseignant-es ont multiplié les actions pour faire annuler des fermetures de classe. Il s'agissait de **défendre le droit de chaque élève à vivre une scolarité dans de bonnes conditions, en obtenant un nombre décent d'élèves par classe, et suffisant de professeurs ou encore d'exiger des accompagnant-es d'élèves en situation de handicap (AESH) dignement considérés.**

Malgré les alertes des enseignant-es et des parents d'élèves, relayées par les maires de gauche et **un vœu déposé par notre groupe au sein du Conseil départemental, la situation reste très tendue. L'absence de convocation du Conseil départemental de l'Éducation nationale (CDEN), seule instance où les élu-es et syndicats d'enseignant-es peuvent exprimer leur avis, démontre la fébrilité et la responsabilité du ministère et des services de l'État.**

160 fermetures de classes, des centaines de postes d'enseignant-es vacants...

En attendant, le traditionnel comptage de rentrée réalisé par la direction des Services départementaux de l'Éducation nationale, **les projections dessinent une**

carte scolaire 2022/2023 dramatique avec plus de 160 fermetures de classe contre seulement une centaine d'ouvertures à l'heure où nous écrivons ces lignes.

À cela s'ajoute la pénurie historique d'enseignant-es. Rien que pour le 1^{er} degré, le concours, qui proposait 1 079 places pour notre académie, n'a permis de recruter que 419 candidat-es. Un concours externe supplémentaire a été organisé mais n'a permis d'en recruter que 300 de plus. **Il manque donc 300 enseignant-es pour l'année scolaire qui s'ouvre...** Que l'Éducation nationale aimerait combler par des recrutements à la va-vite, en organisant des job dating et une formation expresse par un organisme privé controversé.

Le second degré n'est pas épargné par cette situation. Aujourd'hui, des classes compteront plus de 30 élèves. De plus, l'académie ouvre des classes avec seulement 26 heures d'enseignement alors que la loi prévoit 29 heures hebdomadaires. La pénurie d'enseignant-es – directement liée au manque de considération et de valorisation de ce métier par l'État – coûte cher à notre société et à la jeunesse.

Autre manque de considération : celui que subissent les accompagnant-es d'élèves

en situation de handicap. Au total, dans le département, ce sont 1 600 AESH qui se partagent... 5 500 élèves ! Une pénurie qui s'explique notamment par **la précarité et l'absence d'un vrai statut pour ce métier essentiel.** Les AESH, quasi exclusivement des femmes, sont assujetties à des contrats de 21 heures par semaine payés 700 euros par mois, ce qui les pousse souvent à exercer des petits boulots pour (sur)vivre.

Pour toutes ces raisons, nous renouvelons notre exigence d'un véritable plan d'urgence pour l'éducation, accompagné d'une dotation exceptionnelle pour le Val-de-Marne, afin de permettre à la communauté éducative de disposer des moyens humains et matériels indispensables pour assurer des conditions d'enseignement garantes de la réussite et de l'épanouissement de tous les enfants, à tous les cycles de leur scolarité.

Flore Munck, pour les élu-es du groupe Val-de-Marne en commun - PCF et Citoyen.nes

Nous contacter : vdmcomun@valdemarne.fr / 01 43 99 70 56

Nous suivre via nos réseaux sociaux et notre site internet : <https://groupepcf-citoyens94.fr> @Val-de-Marne en commun - PCF et Citoyen.nes